

Rapports de la direction et des vérificateurs

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DE LA PRÉSENTATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

La direction du Groupe CGI inc. (la « Société ») est responsable de la préparation des états financiers consolidés et de l'analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation. Elle répond de l'intégrité de l'information qu'ils contiennent. Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada et comportent nécessairement des montants fondés sur les meilleures estimations et jugement de la direction. L'information financière et les résultats d'exploitation présentés dans l'analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation sont en accord avec les états financiers consolidés.

Afin de s'acquitter des responsabilités qui lui incombent en matière de fiabilité de l'information financière et de protection du patrimoine de la Société, la direction s'est dotée de systèmes de contrôle interne soutenus par des règles écrites d'éthique et de conduite professionnelle. Les systèmes de contrôle interne et les registres financiers sont soumis à l'examen des vérificateurs indépendants, Deloitte & Touche, s.r.l., nommés par les actionnaires pour vérifier les états financiers consolidés de la Société. Le rapport des vérificateurs indépendants est présenté ci-dessous. En outre, le Comité de gestion de la Société revoit l'information diffusée sur l'entreprise et supervise la mise en œuvre des contrôles et des procédés auxquels la Société a recours en matière d'information.

Les membres du Comité de vérification et de gestion des risques du conseil d'administration, qui siègent tous à titre d'administrateurs indépendants de la Société, rencontrent périodiquement les vérificateurs indépendants ainsi que la direction pour discuter des mécanismes de contrôle interne régissant la reddition de comptes ainsi que de sujets touchant la vérification et l'information financière, et soumettent des recommandations appropriées au conseil d'administration. Les vérificateurs indépendants peuvent consulter librement et en tout temps le Comité de vérification et de gestion des risques. Le conseil d'administration a examiné les états financiers consolidés et l'analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation et les a approuvés.

[signé]	[signé]	[signé]	
LE 13 NOVEMBRE 2006	MICHAEL E. ROACH le président et chef de la direction	R. DAVID ANDERSON le vice-président exécutif et chef de la direction financière	ANDRÉ IMBEAU le fondateur, vice-président exécutif du conseil et secrétaire corporatif

RAPPORT DE LA DIRECTION SUR LE CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Il incombe à la direction de la Société d'établir un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière et d'en maintenir l'efficacité. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société consiste en un processus conçu de manière à fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et de la préparation des états financiers consolidés de la Société aux fins de publication externe, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société comprend des politiques et des procédures qui :

- ont trait à la tenue de dossiers qui décrivent avec exactitude et fidélité, et de manière raisonnablement détaillée, les opérations et cessions d'actifs de la Société;
- fournissent l'assurance raisonnable que les opérations sont comptabilisées de la manière appropriée pour permettre l'établissement des états financiers consolidés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, et que les encaissements et les décaissements de la Société sont effectués selon les autorisations de la direction et des administrateurs de la Société;
- fournissent l'assurance raisonnable que des mesures sont prises pour prévenir et déceler en temps opportun l'acquisition, l'utilisation ou la cession non autorisées d'actifs de la Société qui pourraient avoir une incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

Tous les contrôles internes comportent des limites intrinsèques. Par conséquent, même si le contrôle interne à l'égard de l'information financière a été jugé efficace, il ne peut fournir qu'une assurance raisonnable. Les projections de toute évaluation de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière pour des périodes ultérieures sont assujetties au risque que les contrôles internes deviennent inadéquats en raison de l'évolution des conditions, ou que le niveau de conformité aux politiques ou aux procédures diminue.

L'évaluation de la direction comporte une exclusion. La participation dans les coentreprises a été exclue de l'évaluation puisque le contrôle interne de ces entités à l'égard de l'information financière ne peut être ni dicté, ni modifié et que la direction n'a pas la capacité réelle d'évaluer ces contrôles. La participation de la Société dans les coentreprises représente 1,6 % de l'actif total consolidé et 2,6 % des produits consolidés au 30 septembre 2006 et pour l'exercice terminé à cette date. Malgré cette exclusion, le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société a été évalué, en ce qui a trait à l'inclusion de la quote-part de la Société dans ces coentreprises et de leurs résultats pour l'exercice dans les états financiers consolidés. D'autres informations financières relatives aux coentreprises sont présentées à la note 19 des états financiers consolidés.

À la fin de l'exercice 2006 de la Société, la direction a évalué l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société en fonction du document intitulé *Internal Control – Integrated Framework*, publié par le *Committee of Sponsoring Organizations* de la *Treadway Commission*. Sur la base de cette évaluation, la direction a déterminé qu'au 30 septembre 2006, le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société était efficace.

L'évaluation par la direction de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société au 30 septembre 2006 a été vérifiée par les comptables agréés inscrits indépendants de la Société, comme il est énoncé dans leur rapport figurant à la page 29.

[signé]	[signé]	[signé]	
LE 13 NOVEMBRE 2006	MICHAEL E. ROACH le président et chef de la direction	R. DAVID ANDERSON le vice-président exécutif et chef de la direction financière	ANDRÉ IMBEAU le fondateur, vice-président exécutif du conseil et secrétaire corporatif

RAPPORT DES COMPTABLES AGRÉÉS INSCRITS INDÉPENDANTS

Au conseil d'administration et aux actionnaires de Groupe CGI inc.

Nous avons vérifié l'évaluation par la direction énoncée dans le rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière ci-joint selon laquelle le Groupe CGI inc. et ses filiales (la « Société ») maintenaient un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière au 30 septembre 2006, en fonction des critères établis dans le document intitulé *Internal Control – Integrated Framework*, publié par le *Committee of Sponsoring Organizations* de la *Treadway Commission*. Comme il est décrit dans le rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière, la direction a exclu de son évaluation le contrôle interne à l'égard de l'information financière des coentreprises, car la Société n'est pas en mesure de dicter ni de modifier les contrôles appliqués à ces entités et ne peut évaluer les contrôles en place de ces coentreprises. La participation dans les coentreprises représente un total des actifs et des produits constituant 1,6 % et 2,6 %, respectivement, des montants connexes aux états financiers consolidés au 30 septembre 2006 et pour l'exercice terminé à cette date. Par conséquent, notre vérification ne comprend pas le rapport sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière des coentreprises. Il incombe à la direction de la Société de maintenir l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière et de procéder à l'évaluation de l'efficacité de celui-ci. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur l'évaluation de la direction et sur l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification publiées par le *Public Company Accounting Oversight Board* des États-Unis. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière a été maintenue à tous les égards importants. Notre vérification a consisté à acquérir une compréhension du contrôle interne à l'égard de l'information financière, à examiner l'évaluation faite par la direction, à tester et à évaluer l'efficacité de la conception et du fonctionnement du contrôle interne, et à mettre en œuvre d'autres procédés que nous avons jugés nécessaires selon les circonstances. Nous sommes d'avis que notre vérification constitue une base raisonnable sur laquelle nous pouvons fonder notre opinion.

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière d'une société constitue un processus conçu par les principaux dirigeants et les principaux chefs financiers d'une société, ou par des personnes occupant des postes semblables ou sous la supervision de ces personnes, et mis en œuvre par le conseil d'administration, la direction et d'autres membres du personnel de cette société de manière à fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et de la préparation des états financiers aux fins de publication externe, conformément aux principes comptables généralement reconnus. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière d'une société comprend les politiques et les procédures qui 1) ont trait à la tenue de dossiers qui décrivent avec exactitude et fidélité, et de manière raisonnablement détaillée, les opérations et les cessions d'actifs de la société; 2) fournissent l'assurance raisonnable que les opérations sont inscrites de la manière voulue pour permettre l'établissement d'états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus et que les encaissements et les décaissements de la société sont effectués selon les autorisations de la direction et des administrateurs de la société; 3) fournissent l'assurance raisonnable que des mesures sont prises pour prévenir et déceler en temps opportun l'acquisition, l'utilisation ou la cession non autorisées d'actifs de la société qui pourraient avoir une incidence importante sur les états financiers.

En raison des limites inhérentes au contrôle interne à l'égard de l'information financière, notamment la possibilité de collusion ou que la direction passe outre aux contrôles, des inexactitudes importantes résultant d'une erreur ou d'une fraude pourraient survenir et ne pas être décelées en temps opportun. De plus, les projections de toute évaluation de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière pour des périodes ultérieures sont assujetties au risque que les contrôles internes deviennent inadéquats en raison de l'évolution des conditions, ou que le niveau de conformité aux politiques ou aux procédures diminue.

À notre avis, il a été raisonnablement établi par la direction que la Société maintenait un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière au 30 septembre 2006, à tous les égards importants, selon les critères établis dans le document *Internal Control – Integrated Framework*, publié par le *Committee of Sponsoring Organizations* de la *Treadway Commission*. De plus, à notre avis, la Société maintenait un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière au 30 septembre 2006, à tous les égards importants, selon les critères établis dans le document *Internal Control – Integrated Framework*, publié par le *Committee of Sponsoring Organizations* de la *Treadway Commission*.

Nous avons également vérifié, conformément aux normes du *Public Company Accounting Oversight Board* des États-Unis, les états financiers consolidés de la Société au 30 septembre 2006 et pour l'exercice terminé à cette date. Notre rapport, daté du 13 novembre 2006, exprime une opinion sans réserve sur ces états financiers.

[signé]

DELOITTE & TOUCHE s.r.l.

Comptables agréés inscrits indépendants

MONTRÉAL, QUÉBEC

LE 13 NOVEMBRE 2006

RAPPORT DES COMPTABLES AGRÉÉS INSCRITS INDÉPENDANTS

Au conseil d'administration et aux actionnaires de Groupe CGI inc.

Nous avons vérifié les bilans consolidés du Groupe CGI inc. et de ses filiales (la « Société ») aux 30 septembre 2006 et 2005 et les états consolidés des résultats, des bénéfices non répartis et des flux de trésorerie pour chacun des exercices compris dans la période de trois ans terminée le 30 septembre 2006. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes du *Public Company Accounting Oversight Board* des États-Unis en ce qui a trait aux états financiers consolidés de l'exercice terminé le 30 septembre 2006, et conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada en ce qui a trait aux états financiers consolidés des exercices terminés les 30 septembre 2005 et 2004. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers. À notre avis, notre vérification fournit une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société aux 30 septembre 2006 et 2005 ainsi que des résultats de leur exploitation et de leurs flux de trésorerie pour chacun des exercices compris dans la période de trois ans terminée le 30 septembre 2006, selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Nous avons également vérifié, conformément aux normes du *Public Company Accounting Oversight Board* des États-Unis, l'efficacité du contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière au 30 septembre 2006, sur la base des critères établis dans le document intitulé *Internal Control – Integrated Framework*, publié par le *Committee of Sponsoring Organizations* de la *Treadway Commission* et, dans notre rapport daté du 13 novembre 2006, nous avons exprimé une opinion sans réserve sur l'évaluation par la direction de l'efficacité du contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière et une opinion sans réserve sur l'efficacité du contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière.

[signé]

DELOITTE & TOUCHE s.r.l.

Comptables agréés inscrits indépendants

MONTRÉAL, QUÉBEC

LE 13 NOVEMBRE 2006

COMMENTAIRES DES COMPTABLES AGRÉÉS INSCRITS INDÉPENDANTS AUX LECTEURS AMÉRICAINS AU SUJET DES DIFFÉRENCES ENTRE LES NORMES CANADIENNES ET AMÉRICAINES

Aux États-Unis, les normes de rapport obligent les vérificateurs à ajouter un paragraphe explicatif (immédiatement après le paragraphe d'énoncé d'opinion) dans le cas d'un changement dans le choix des principes comptables qui a un effet important sur la comparabilité des états financiers consolidés, comme ceux que décrit la note 2 des présents états financiers. Notre rapport aux actionnaires daté du 13 novembre 2006 est formulé conformément aux normes de rapport canadiennes qui n'exigent pas la mention de tels changements dans le choix des principes comptables dans le rapport des vérificateurs, lorsque le changement est pris en compte convenablement et présenté adéquatement dans les états financiers.

[signé]

DELOITTE & TOUCHE s.r.l.

Comptables agréés inscrits indépendants

MONTRÉAL, QUÉBEC

LE 13 NOVEMBRE 2006